

Economie de l'eau

La télédétection de plus en plus prisée

- Plusieurs opérateurs se positionnent sur le créneau
- Des solutions peuvent être déployées sur plusieurs fronts
- Elles peuvent aussi renforcer le rôle répressif de la Police de l'eau

BOUSCULADE autour du thème de la télédétection au Maroc. De plus en plus d'opérateurs économiques s'intéressent, en effet, au sujet qui pour développer des applications pour le marché qui pour la recherche.

Dans le premier cas, l'offre de services visant à réduire la consommation d'eau dans l'agriculture fait, depuis deux ans, beaucoup d'émules.

Il faut dire qu'avec les sécheresses récurrentes, la situation hydrique du pays est devenue alarmante. Même les ressources souterraines, qui sont pourtant notre stock de sécurité, ne sont plus épargnées. Plus d'1 milliard de m³ seraient déjà prélevés pour satisfaire les besoins de l'irrigation sur un total de 3,9 milliards de m³. Et donc, si l'on n'y prend pas garde, le pays risque de se retrouver complètement à sec, sous peu.

Alors, en attendant l'accélération du développement de ressources non conventionnelles, notamment à travers la multiplication des stations de dessalement d'eau de mer et l'édification d'unités de traitement des eaux usées, il faut aussi miser sur l'économie d'eau.

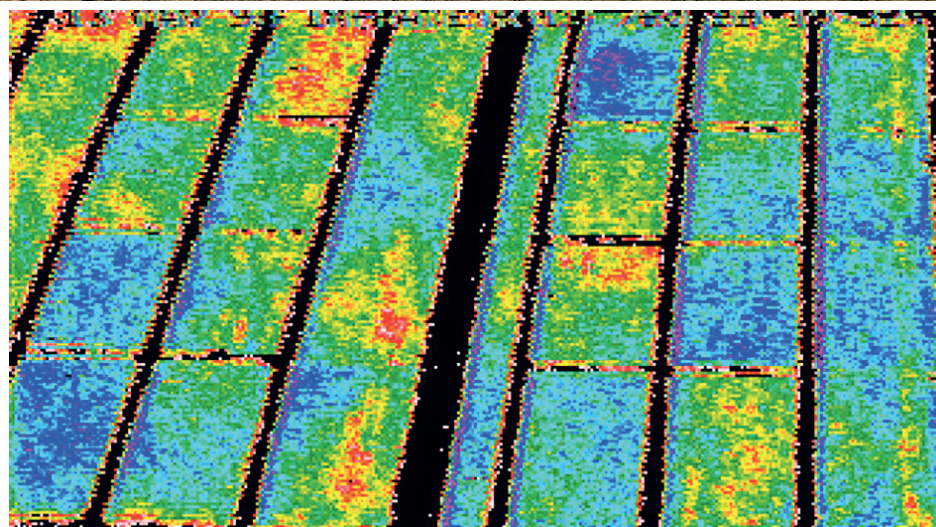
WaPOR, un portail gratuit pour la productivité de l'eau

C'est ce que proposent plusieurs opérateurs dont les Hollandais, réputés mondialement pour leur expertise dans le domaine de la gestion de l'eau, qui étaient en mission la semaine dernière au Maroc. Pour eux, «ce n'est pas normal que l'agriculture marocaine consomme à elle seule 70% des ressources en eau du pays». Et qu'il y a moyen de «réduire cette consommation tout en développant l'agriculture». Comment? En utilisant la plateforme WaPOR de la FAO (Organisation des Nations-Unies pour l'alimentation et l'agriculture). Ce à quoi s'emploie, depuis deux ans



Face aux sécheresses récurrentes, l'offre de services visant à réduire la consommation d'eau dans l'agriculture fait, depuis deux ans, beaucoup d'émules (Ph L'Economiste)

la société marocaine Resing, basée à Marrakech, et partenaire de la société hollandaise eLEAF. Dans le cadre d'un projet financé par l'Agence spatiale hollandaise NSO, le groupement eLEAF-Resing a développé un outil dénommé Water Consumption Dashboard. Il s'agit d'une plateforme qui utilise des données satellitaires notamment des données WaPOR pour établir des bilans d'eau (mis à jour chaque dix jours) en se basant sur des bilans énergétiques. Selon Mohamed Aboufirass, directeur général de Resing, «notre objectif est de développer des outils pour répondre aux besoins de différents utilisateurs. Il s'agit notamment des gestionnaires des ressources en



Teneur en eau de parcelles agricoles par imagerie thermique. (Ph. Wikimedia Commons and US Agricultural Research Service)

eau comme les Agences des bassins hydrauliques, les gestionnaires de l'eau destinée à l'irrigation tels que les Offices de mise en valeur agricole ou même les grands comme les petits exploitants agricoles, en allant vers

des résolutions beaucoup plus fines». Pour lui, tout ce monde peut utiliser ces données pour mieux gérer la ressource en eau qui devient de plus en plus rare dans notre pays. □

Aziz DIOUF

Un outil pour répondre à trois grands besoins

L'OUTIL développé par eLEAF-Resing répond précisément à trois grands besoins. D'abord des besoins de suivi des ressources, c'est-à-dire qu'en l'utilisant il est possible de suivre sur un territoire donné (une région, une province, une commune ou un bassin versant) la consommation d'eau et de déterminer les prélèvements d'eau qui sont effectués à partir des eaux souterraines. «Ces prélèvements souterrains sont un paramètre qui est très important à connaître parce que ces eaux là sont une ressource stratégique qui permet de gérer les périodes de sécheresse et de pénurie. Et l'évaluation de leurs prélè-

vements est toujours un casse-tête. Parce que c'est très difficile de connaître et de suivre tous les puits et tous les forages, etc qu'il y a dans le pays», explique Aboufirass.

Deuxièmement, l'outil permet de respecter la loi. «Il existe la loi 36-15 sur l'eau et d'autres sur l'irrigation, notamment et l'Etat essaie de les faire appliquer par la sensibilisation, la participation mais aussi à travers la police de l'eau et le monitoring», rappelle-t-il. En fait, grâce à l'outil de Resing, il est possible de connaître qui pompe de manière illicite, qui effectue des extensions d'irrigation hors des périmètres autorisés, qui épuise la nappe, etc.

Bref, c'est un outil précieux pour la police de l'eau.

Enfin, la solution de eLEAF-Resing permet d'assurer le suivi des grands programmes de l'Etat comme, par exemple, le PNEEI (Programme national d'économie de l'eau d'irrigation) qui donne des subventions aux agriculteurs qui veulent se reconvertir à la micro-irrigation. L'un des soucis du PNEEI est de savoir si cette subvention sert réellement à quelque chose. Avec la technologie hollandaise, l'Etat peut savoir si réellement ces crédits alloués aux agriculteurs permettent effectivement de réduire leur consommation d'eau d'irrigation. □